



## ARRETE DE CIRCULATION

271/2025

Le Maire,

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.411.3, R.411.5, R.411.8, et R411.20,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212.2, L.2213.1, L.2213.5, L1512.13 et R.2213.1,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** l'arrête interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** la demande présentée par la **Sté COLAS – 193 ALLEE SEBASTIEN VAUBAN 83600 - FREJUS**

**Considérant** que pour permettre le bon déroulement **des travaux de création d'une voie d'insertion au droit du magasin L'Abeille de l'Esterel** afin d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

### **ARRETONS**

**Article 1** La circulation sera temporairement réglementée sur **la voie chemin du Bouillidou** dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable :

**Du 24 au 26 novembre 2025**

**Article 2** Durant cette période, **la circulation sera interdite.**

Les restrictions seront instituées au droit du chantier : défense de stationner sur la zone de travaux.

**Article 3** La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

**Article 4** Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

**Article 5** Le responsable des Services Techniques, la Police Municipale, la Brigade de Gendarmerie, le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6** : Conformément au code de justice administrative, un délai de deux mois est ouvert à compter de la notification de la présente décision pour former un recours auprès du tribunal administratif de Toulon (art. R421-2 du CJA) assorti éventuellement d'une demande en référé suspension. Par ailleurs, un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris la décision peut être intenté dans le même délai. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à notre réponse (le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet). Un référé précontractuel peut être effectué jusqu'à la date de signature du marché (art. L551-1 et R551-1 du CJA). Enfin, le recours établi par la jurisprudence Tropic (Arrêt du CE 16/7/2007) peut être intenté dans les deux mois à compter de la date de publicité de la conclusion du contrat.

*Fait à Les ARCS/ARGENS le 13 novembre 2025*

**Par délégation du Maire**

Christophe FAURE

**Adjoint aux travaux**

